

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 166, modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 1971, 16 mai 1980, 1er décembre 1982, 8 mars 1983, 14 mai 1984 et 29 décembre 1984;

Vu l'avis émis le 29 mai 1989 par le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un fonctionnement efficace de l'Administration de l'Etat nécessite la publication du présent arrêté dans les délais les plus brefs;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 166, § 1er, 1^o, de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 1971, 16 mai 1980, 1er décembre 1982, 8 mars 1983 et 29 décembre 1984 est complété par l'alinéa suivant :

« N'est pas considérée comme un revenu de remplacement la partie de la pension de retraite accordée légalement au conjoint en cas de séparation de fait résultant du placement dans un établissement d'aliénés. »

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op het artikel 166, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 1971, 16 mei 1980, 1 december 1982, 8 maart 1983, 14 mei 1984 en 29 december 1984;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering uitgebracht op 29 mei 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat omwille van een doeltreffende werking van de Rijksadministratie de publikatie van dit besluit binnen de kortst mogelijke tijd noodzakelijk is;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 166, § 1, 1^o, van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 1971, 16 mei 1980, 1 december 1982, 8 maart 1983 en 29 december 1984, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wordt niet als een vervangingsinkomen beschouwd het deel van het rustpensioen dat wettelijk aan de echtgenoot wordt toegekend in geval van feitelijke scheiding ten gevolge van een plaatsing in een instelling voor geesteszieken. »

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

F. 89 — 1472 (89 — 1288)

23 JUNI 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Errata

Moniteur belge du 19 juillet 1989 (n^o 138) : à la page 12638 dans le texte néerlandais du préambule de l'arrêté royal :

- 4e ligne, lire : « koninklijk » au lieu de « koninklik » ;
- 5e ligne, lire : « besluitwet » au lieu de « betsluitwet » ;
- 15e ligne, lire : « dat » au lieu de « date » ;
- 24e ligne, lire : « Rijksdienst » au lieu de « Rijdsdienst ».

N. 89 — 1472 (89 — 1288)

23 JUNI 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. — Errata

Belgisch Staatsblad van 19 juli 1989 (nr. 138) : op blz. 12638 in de Nederlandse tekst van de aanhef van het koninklijk besluit :

- 4e regel, leze men : « koninklijk » in plaats van « koninklik » ;
- 5e regel, leze men : « besluitwet » in plaats van « betsluitwet » ;
- 15e regel, leze men : « dat » in plaats van « date » ;
- 24e regel, leze men : « Rijksdienst » in plaats van « Rijdsdienst ».

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 89 — 1473

27 JUILLET 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 13, modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1974, et les articles 14, 17 et 34;

Vu le protocole du 6 février 1989 dans lequel les conclusions des négociations menées au sein du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux sont mentionnées;

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 89 — 1473

27 JULI 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 januari 1974, en de artikelen 14, 17 en 34;

Gelet op het protocol van 6 februari 1989 waarin de conclusies van de onderhandelingen gevoerd binnen het Comité voor de nationale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten, worden vermeld;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 février 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 13, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1974, est abrogé.

Art. 2. Dans l'article 14 du même arrêté, le texte suivant est inséré entre le deuxième et le troisième tiret :

« — des établissements d'enseignement des Communautés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes ».

Art. 3. L'article 17, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« Toutefois, la durée des services admissibles que l'agent a presté à titre intérimaire ou temporaire dans l'enseignement, est fixée par le ministre dont il dépend, sur base de l'attestation délivrée par les autorités compétentes, établie conformément au modèle joint à titre d'annexe III ou IV au présent arrêté.

Les prestations complètes mentionnées sur cette attestation, pour lesquelles le paiement s'est effectué en 10èmes et qui ne représentent pas une année complète de services effectifs par année scolaire sont comptabilisées jour par jour. Le nombre global des jours de service ainsi accomplis et comportant des prestations complètes est multiplié par 1,2. Le total de cette opération arithmétique est ensuite divisé par 30. Le produit obtenu donne le nombre de mois à prendre en considération; on ne tient pas compte du reste.

Les prestations complètes mentionnées sur la même attestation qui prouvent que l'agent a été occupé pendant une année scolaire complète, valent pour un total de 300 jours et représentent une année de services à prendre en considération.

Les services qui peuvent ainsi être pris en considération, qui ont été prestés à temps plein dans un degré égal ou supérieur à celui de l'enseignement secondaire supérieur, dans une fonction pour laquelle la possession d'un diplôme universitaire ou du diplôme d'architecte ou d'ingénieur industriel était requise, et à laquelle en régime organique une échelle de traitement était attachée dont le minimum et le maximum sont au moins égaux ou supérieurs au minimum et au maximum de l'échelle attachée au grade de secrétaire d'administration auprès d'un ministère, appartiennent au groupe de traitement B. Tous les autres services admissibles appartiennent au groupe de traitement A.

Les prestations considérées comme complètes par totalisation de charges partielles prestées d'une part dans le cycle supérieur de l'enseignement secondaire et d'autre part dans un cycle d'enseignement inférieur, appartiennent aussi dans leur totalité au groupe de traitement B, pour autant que, pour les prestations dans le cycle supérieur, les conditions visées à l'alinéa précédent aient été remplies. »

Art. 4. L'article 34, § 1er, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 34, § 1er. Le traitement du mois est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux règles prescrites par la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation de l'Etat de certaines dépenses du secteur public modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982. Le traitement est rattaché à l'indice-pivot 114,20. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 27 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,

R. LANGENDRIES

Le Ministre du Budget,

H. SCHILTZ

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 7 februari 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 13, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 januari 1974, wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde streepje de volgende tekst ingevoegd :

« — tot de onderwijsinstellingen van de Gemeenschappen, als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties ».

Art. 3. Artikel 17, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende leden vervangen :

« De duur van de in aanmerking komende diensten welke de ambtenaar in het onderwijs ad interim of als tijdelijke heeft verricht, wordt echter door de minister onder wie hij ressorteert vastgesteld aan de hand van het attest afgegeven door de bevoegde autoriteiten en opgesteld overeenkomstig het als bijlage III of IV, bij dit besluit gevoegde model.

De op dit attest vermelde volledige prestaties, waarvoor de betaling in 10den gebeurde, en die per schooljaar geen volledig jaar werkelijke diensten vertegenwoordigen, worden dag per dag samengegeld. Het totale aantal aldus gewerkte dagen met volledige prestaties wordt vermenigvuldigd met 1,2. Het totaal van deze rekenkundige bewerking wordt vervolgens gedeeld door 30. Het bekomen produkt geeft het aantal in aanmerking te nemen maanden; met de rest wordt geen rekening gehouden.

De op hetzelfde attest vermelde volledige prestaties, die bewijzen dat het personeelslid een volledig schooljaar heeft gewerkt, gelden voor een totaal van 300 dagen en leveren één jaar in aanmerking te nemen diensten op.

De diensten die aldus kunnen worden aangenomen en die voltijds zijn verricht op een niveau dat gelijk is aan of hoger is dan het hoger secundair onderwijs, in een ambt voor de uitoefening waarvan het bezit van een universitair diploma of van het diploma van architect of van industrieel ingenieur was vereist, en aan welke functie in de organieke regeling een weddeschaal was verbonden waarvan het minimum en het maximum minstens gelijk zijn aan of hoger zijn dan het minimum en het maximum van de schaal verbonden aan de graad van bestuurssecretaris bij een ministerie, behoren tot de weddegroep B. Alle andere aanneembare diensten behoren tot de weddegroep A.

De prestaties die als volledig worden beschouwd door optelling van onvolledige opdrachten verricht eensdeels in de hogere cyclus van het secundair onderwijs en anderdeels in een lagere onderwijs-cyclus, behoren als geheel genomen eveneens tot de weddegroep B, voor zover voor de prestaties in de hogere cyclus is voldaan aan de in het vorige lid vermelde voorwaarden. »

Art. 4. Artikel 34, § 1, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 34, § 1. De maandwedde ondergaat de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de regelen voorgeschreven door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982. Deze wedde wordt aan het spilindexcijfer 114,20 gekoppeld. »

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 27 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,

R. LANGENDRIES

De Minister van Begroting,

H. SCHILTZ

Annexe III. — *Modèle de l'attestation pour les services prestés dans l'enseignement*

Personnel directeur et enseignant de :
l'Enseignement de l'Etat, subventionné, provincial ou communal (*)

ATTESTATION

portant sur : — les services prestés dans l'Enseignement de l'Etat;
— les subventions-traitements accordés pour des prestations dans l'enseignement subventionné. (*)

Le soussigné, (Nom et grade) :

- auprès du Ministère de l'Education Nationale — Direction du personnel de l'enseignement de l'Etat/subventionné (*)
- auprès du Gouvernement provincial de la province
- auprès de l'Administration communale de

déclare que Mme, Mlle, Mr. (*) :

né(e) le a été titulaire d'une fonction

- à l'enseignement de l'Etat;
 - à l'enseignement subventionné pour laquelle des subventions-traitements ont été accordés (*)
- aux établissements cités ci-après :

Etablissement (Nom, adresse, section)	Période (du/au)	Echelle de traitements	Prestations (complètes/ incomplètes)	Payement en 10ièmes/en 12ièmes

L'intéressé(e) détient les diplômes et attestations de capacité suivants :

Remarques :

Donné à,
(Nom, grade du niveau 1,)

cachet

(*) biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 27 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
R. LANGENDRIES

Le Ministre du Budget,
H. SCHILTZ

Bijlage III. — Model van attest voor diensten gepresteerd in het onderwijs

Bestuurs- en onderwijzend personeel van het :
rijks-, gesubsidieerd, provinciaal, gemeentelijk onderwijs (*)

ATTEST

betreffende : — de diensten gepresteerd in het Rijksonderwijs; (*)
— de weddetoelagen verleend voor prestaties in het gesubsidieerd onderwijs.

Ondergetekende, (Naam en graad) :

- bij het Ministerie van Onderwijs-Bestuur Personeel Rijksonderwijs/gesubsidieerd onderwijs (*)
- bij het Provinciaal Gouvernement van de Provincie
- bij het Gemeentebestuur van

verklaart dat Mevr., Mej., de Heer (*) :

geboren op titularis is geweest van een ambt

- in het Rijksonderwijs;
- in het gesubsidieerd onderwijs waarvoor weddetoelagen werden verleend (*)

aan de volgende inrichtingen :

Inrichting (Benaming, adres, afdeling)	Periode (van/tot)	Weddeschaal	Prestaties (volledig/onvolledig)	Betaling in 10den/ 12den

Betrokkene is houd(st)er van volgende diploma's en bekwaamheidsbewijzen :

Opmerkingen :

Gegeven te,
(Naam, Graad niveau 1,)

stempel

(*) schrappen wat niet past

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 27 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,

R. LANGENDRIES

De Minister van Begroting,

H. SCHILTZ

Annexe IV. — *Modèle de l'attestation pour les services prestés dans l'enseignement*

Personnel directeur et enseignant de :
l'Enseignement organisé ou subventionné par les Communautés (*)

ATTESTATION

portant sur : — les services prestés dans l'Enseignement organisé par les Communautés (*);
— les subventions-traitements accordés pour des prestations dans l'enseignement subventionné par les Communautés. (*)

Le soussigné, (Nom et grade et administration) :

déclare que Mme, Mlle, Mr. (*) :

né(e) le a été titulaire d'une fonction

— à l'enseignement organisé par la Communauté française;

— à l'enseignement subventionné pour laquelle des subventions-traitements ont été accordés (*)

aux établissements cités ci-après :

Etablissement (Nom, adresse, section)	Période (du/au)	Echelle de traitements	Prestations (complètes/incomplètes)	Payement en 10ièmes/ 12ièmes

L'intéressé(e) détient les diplômes et attestations de capacité suivants :

Remarques :

Donné à,
(Nom, grade du niveau 1, ..)

cachet

(*) biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 27 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,

R. LANGENDRIES

Le Ministre du Budget,

H. SCHILTZ

Bijlage IV. -- Model van attest voor diensten gepesteed in het onderwijs

Bestuurs- en onderwijzend personeel van het :

Onderwijs ingericht door de Gemeenschappen; het door deze gesubsidieerd onderwijs (*)

ATTEST

betreffende: -- de diensten gepesteed in het onderwijs ingericht door de Gemeenschappen (*)
 -- de weddetoelagen verleend voor prestaties in het onderwijs gesubsidieerd door de Gemeenschappen (*).

Ondergetekende, (Naam, graad en bestuur) :

verklaart dat Mevr., Mej., de Heer (*) :

geboren op titularis is geweest van een ambt

-- in het onderwijs ingericht door de Vlaamse Gemeenschap (*)

-- in het gesubsidieerd onderwijs waarvoor weddetoelagen werden verleend (*)

aan de hieronder vermelde inrichtingen :

Inrichting (Benaming, adres, afdeling)	Periode (van/tot)	Weddeschaal	Prestaties (volledig/onvolledig)	Betaling in 10den/ 12den

Betrokkene is houd(st)er van volgende diploma's en bekwaamheidsbewijzen :

Opmerkingen :

Gegeven te,.....
(Naam, Graad niveau 1,

stempel

(*) schrappen wat niet past

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 27 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,

R. LANGENDRIES

De Minister van Begroting,

H. SCHILTZ